

Sommaire

Remerciements.....	11
Introduction.....	13
Avertissement.....	17
Glossaire.....	19
Chapitre 1 - La posture des élus du CHSCT	21
1.1 - Élus du CHSCT : un mandat d'ordre public.....	21
La notion de « mandat d'ordre public ».....	22
Chef d'entreprise et « chef » du CHSCT.....	24
Le mandat d'ordre public au quotidien.....	27
1.2 - Le délit d'entrave	29
Qu'est-ce qu'un délit d'entrave ?	29
L'action des élus du CHSCT	32
1.3 - Les dates importantes	34
Repères historiques	34
Les textes marquants	39
1.4 - Missions du CHSCT et travail réel.....	41
Travail prescrit et travail réel.....	42
Les enjeux liés à la connaissance du travail réel	44
Les missions du CHSCT	46
1.5 - Dimensionnement du CHSCT et loi Rebsamen	49
Nombre d'élus : éléments de réflexion.....	50

La réforme Rebsamen d'août 2015	53
Délégation unique du personnel « élargie ».....	55
Les entreprises de plus de 300 salariés	58
1.6 - Élus du CHSCT et syndicats	60
CHSCT et syndicats : les points de jonction	60
L'apport des syndicats au CHSCT	62
L'apport du CHSCT aux syndicats	64
Chapitre 2 - La prévention des risques et ses acteurs.....	67
2.1 - La prévention : définition et enjeux.....	67
Qu'est-ce que la prévention des risques professionnels ?	68
Trois axes de prévention : AT, MP et pénibilité	69
2.2 - Les 3 niveaux de prévention.....	72
Préventions primaire, secondaire et tertiaire	73
Clés de compréhension	75
Le CHSCT et les 3 niveaux de prévention	78
2.3 - L'employeur et ses obligations	79
Les obligations légales de l'employeur	80
Responsabilité civile et pénale de l'employeur	84
Les objectifs financiers de l'employeur	85
2.4 - Le CHSCT	87
La composition du CHSCT.....	87
La mise en place du CHSCT.....	89
2.5 - Salariés et prévention.....	92
Les salariés acteurs et bénéficiaires de la prévention	92
Les freins des salariés face à la prévention	94
2.6 - CARSAT, CRAMIF et organismes de prévention	97
Les CARSAT et la CRAMIF au sein de l'assurance maladie	97
L'INRS, l'Anact et l'OPPBT.....	100
2.7 - Inspection du travail et médecine du travail	102
L'inspection du travail	103
Médecins du travail et Services de santé au travail (SST).....	106

Chapitre 3 - Fonctionnement et moyens du CHSCT	111
3.1 - Panorama des moyens du CHSCT.....	111
Examen préalable des moyens du CHSCT	112
Le budget illimité du CHSCT	114
Le règlement intérieur au service des élus	116
Les règles à appliquer	117
3.2 - Crédit d'heures et circonstances exceptionnelles	118
Un cadre légal souple et adaptable	119
L'utilisation des heures de délégation.....	122
Le cas de la nouvelle DUP (loi Rebsamen)	123
3.3 - Le vote : un outil décisif.....	125
L'importance du vote du CHSCT	126
Modalités et contenu du vote.....	127
3.4 - L'ordre du jour	130
L'ordre du jour : pourquoi et comment ?	130
Ordre du jour et convocations aux réunions.....	133
Ordre du jour et loi Rebsamen.....	134
3.5 - Les réunions préparatoires et plénières.....	135
La réunion préparatoire : un impératif	136
Réunion plénière et animation du secrétaire	138
Les dispositions de la loi Rebsamen d'août 2015.....	141
3.6 - Procès-verbal (PV) et compte-rendu de réunion	143
Le procès-verbal (PV)	144
Le « compte-rendu » des élus du CHSCT	147
3.7 - La formation des élus du CHSCT	149
La formation des élus : un droit	150
La formation des élus : une nécessité	152
Chapitre 4 - La relation avec les salariés.....	155
4.1 - La proximité avec les salariés	155
Exigence de proximité et notion d'établissement	156
Nature des liens CHSCT-salariés.....	158

Le droit à l'expression directe et collective des salariés.....	160
4.2 - Les questionnaires.....	162
Intérêt et risques du questionnaire	162
Les principes de réussite du questionnaire.....	164
4.3 - Les groupes de travail de l'employeur	166
Nature du dilemme	167
La démarche à suivre.....	168
4.4 - L'obligation de discrétion des élus	169
Confidentialité et liberté d'expression	170
Qu'est-ce qu'une information confidentielle ?.....	171
4.5 - La coordination entre les IRP.....	172
La nécessité d'un décloisonnement	173
La coopération CHSCT-CE.....	175
CHSCT et délégués du personnel (DP)	177
4.6 - La communication des élus : conseils pratiques.....	179
Une communication basée sur les faits.....	180
Conseils pratiques pour la communication écrite.....	182
Conseils pratiques pour la communication orale	184
Chapitre 5 - L'information et la consultation du CHSCT.....	189
5.1 - Information : les obligations de l'employeur	189
Le droit à information du CHSCT	190
La qualité de l'information : 3 conditions à remplir	192
La base de données économiques et sociales (BDES).....	193
5.2 - Le document unique d'évaluation des risques (DUER).....	195
Le cadre juridique	196
Méthodologie et formalisation du DUER.....	198
DUER et actions du CHSCT	200
5.3 - Rapport et programme annuels de prévention	202
Deux documents majeurs pour le CHSCT	203
Le rapport annuel : contenu et utilité	204
Le programme annuel de prévention des risques professionnels.....	206

5.4 - La veille documentaire	208
Le rôle fédérateur du bilan social	208
La recherche documentaire	211
5.5 - La procédure d'information-consultation	214
Les principes intangibles de la consultation.....	215
Les innovations de la loi Rebsamen d'août 2015	217
Les délais préfix de consultation.....	219
5.6. Projets importants et autres consultations phares.....	222
La consultation du CHSCT sur les projets importants.....	223
La consultation du CHSCT pour licenciements économiques	224
Les consultations sous vigilance du CHSCT.....	226
Chapitre 6 - CHSCT et pratiques de terrain.....	231
6.1 - Repères et outils pour l'analyse du travail	231
Les 9 principes de prévention	232
L'observation du travail : écueils et paradoxes	234
Les aides méthodologiques	235
6.2 - Les inspections du CHSCT	237
Importance et caractéristiques des inspections	238
Les inspections dans la pratique.....	240
Les problématiques récurrentes des inspections	243
6.3 - Les enquêtes après accident du travail.....	245
Importance et caractéristiques des enquêtes.....	246
La pratique de l'enquête	249
L'arbre des causes.....	251
6.4 - Les enquêtes pour risque grave.....	254
Les particularités de l'enquête pour risque grave.....	255
L'enquête pour risque grave dans la pratique	257
6.5 - Le danger grave et imminent (DGI)	259
Les deux procédures de DGI : alerte et retrait	259
Droit de retrait du salarié	261
Droit d'alerte du CHSCT et couplage avec le droit de retrait	263
Le droit d'alerte en santé publique et environnement.....	265

6.6 - Les risques psychosociaux (RPS).....	265
Nature des RPS et définitions.....	266
Pourquoi des RPS maintenant ?	270
RPS : clés de compréhension et repères pour l'action.....	272
Chapitre 7 - Le recours à l'expert.....	277
7.1 - Les missions de l'expert du CHSCT	277
Le champ des expertises légales.....	278
Désignation de l'expert et contestation éventuelle	279
L'expertise commune de la nouvelle DUP	281
7.2 - Expertise et instance de coordination des CHSCT (ICCHSCT)	282
Caractéristiques de l'ICCHSCT.....	283
Fonctionnement de l'ICCHSCT et expertise unique.....	285
Les nouvelles dispositions d'août 2015	286
7.3 - Les expertises « risque grave » et « projet important ».....	288
Expertise pour « risque grave »	289
L'expertise pour projet important.....	291
L'expertise pour projet important avec PSE.....	294
7.4 - Le choix de l'expert.....	295
Règles légales et contexte de l'activité des experts	296
Spécialisation et indépendance des experts du CHSCT	299
7.5 - Pas de délégation de pouvoirs à l'expert.....	302
La conduite de l'expertise par le CHSCT	303
La réunion plénière avec l'expert	305
Annexes	309
Annexe 1 : Liste des documents complémentaires à télécharger.....	309
Annexe 2 : Intervenants auprès des CHSCT et liens Internet.....	311
Annexe 3 : Points d'approfondissement	314
À propos de l'auteur	319